

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Acheteur

Secrétariat Général Commun de la Réunion

Service Interministériel de l'Achat Public

Adresse postale : 6 rue des Messageries - CS 51079 97404 SAINT-DENIS CEDEX

Adresse bureau : 14 allée des Saphirs, 97400 SAINT-DENIS

Pouvoir adjudicateur assurant la maîtrise d'ouvrage

État représenté par Le Préfet de La Réunion

Objet du marché

**Mission d'assistant à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement du transfert de la DEETS
sur le site de la Providence situé à Saint-Denis.**

Le présent CCAP comporte 17 pages et __0__ annexe :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 REPRÉSENTATION DE L'ACHETEUR ET FORME DES NOTIFICATIONS.....	4
1.2.1 Représentation de l'acheteur (RA) pour l'exécution du marché.....	4
1.2.2 Formes des notifications.....	5
1.3 POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	5
1.4 PASSATION DES COMMANDES.....	5
1.5 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS ET EN PARTIES TECHNIQUES.....	5
1.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	6
1.6.1 Obligation de confidentialité.....	6
1.6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	6
1.6.3 Modalités d'accès / Consignes.....	6
1.7 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	7
1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	8
1.7.3 Assurances.....	9
1.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	9
1.8 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	9
1.9 CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	9
1.10 ORDRES DE SERVICE.....	10
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.1 TRANCHE(s) OPTIONNELLE(s).....	10
3.2 CONTENU DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.3 MODALITÉ DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.3.1 Modalités de transmission des demandes de paiement.....	11
3.3.2 Délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires.....	11
3.4 VARIATION DANS LES PRIX.....	11
3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché.....	11
3.4.2 Choix de l'index de référence.....	11
3.4.3 Modalités de révision des prix.....	12
3.4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	12
3.5 PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	12

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	13
4.1 DÉLAI D'EXÉCUTION.....	13
4.2 PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION.....	13
4.3 PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION.....	13
4.3.1 Pénalité pour non respect des clauses de confidentialité.....	13
4.3.2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	13
4.3.3 Pénalités pour perte des badges et des clés.....	13
4.3.4 Pénalités pour retard dans la restitution des badges et des clés.....	13
4.4 PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	14
5.1 RETENUE DE GARANTIE.....	14
5.2 AVANCES.....	14
ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	14
ARTICLE 7. CONDITION D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	15
7.1 MODALITÉS PARTICULIÈRES DE RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	15
7.2 MISE À DISPOSITION DE MATÉRIELS PAR L'ACHETEUR.....	15
7.3 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ.....	15
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	15
8.1 ADMISSION.....	15
8.1.1 Nombre d'exemplaires.....	15
8.1.2 Délais d'admission des prestations.....	15
8.1.3 Réfaction.....	15
8.1.4 Ajournement.....	16
8.1.5 Rejet.....	16
8.2 GARANTIE DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	16
9.1 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
9.2 RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	16
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	17

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Dans une logique de rationalisation des espaces, d'optimisation des coûts et d'amélioration des conditions de travail, l'État envisage de regrouper les services de la DEETS actuellement répartis sur 4 sites distincts vers un site unique situé à la Providence :

- **Site 1 - République (siège)** situé au 112 rue de la République, 97400 Saint-Denis
- **Site 2 – Leclerc** situé au 24 rue Maréchal Leclerc, 97400 Saint-Denis
- **Site 3 - Bois de Nèfles** situé au 12, Lotissement Lemerle, Rue Bois de Nèfles, 97400 Saint-Denis
- **Site 4 - De Gaulle** situé au 60 Rue du Général de Gaulle, 97400 Saint-Denis

Ces services seront regroupés en septembre 2026 sur le **site de Providence** à Saint-Denis dans un bâtiment en cours de construction. L'adresse du site de destination est 1 boulevard de la Providence, 97400 Saint-Denis. Les plans projets du site d'accueil se trouvent en [annexe n°1 au CCTP](#).

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire de l'ensemble des livrables décrit au CCTP.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

- Pour les besoins du projet du regroupement des services de la DEETS

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Département de la Réunion

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1.2 REPRÉSENTATION DE L'ACHETEUR ET FORME DES NOTIFICATIONS

1.2.1 Représentation de l'acheteur (RA) pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. La directrice du SGC ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
- d) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

- e) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- f) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

Le chef de projet pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1.2.2 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) , par voie matérielle sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception.

L'accusé de réception de la lettre recommandée déterminera de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur cet accusé de réception sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de la lettre recommandée, dans les délais réglementaires impartis, c'est la date d'envoi du document qui vaudra pour date de notification du document, en application des principes jurisprudentiels en vigueur.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception de la lettre recommandée par le destinataire.

1.3 POINT DE DÉPART DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution du marché part de sa date de notification.

1.4 PASSATION DES COMMANDES

Sans objet.

1.5 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS ET EN PARTIES TECHNIQUES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché comporte **10 parties techniques** désignées ci-après :

Désignation des parties techniques
Phase 1 – Cadrage et gouvernance
Phase 2 – Recensement des besoins
Phase 3 – Diagnostic des sites
Phase 4 – Plan de déménagement
Phase 5 – Assistance à la consultation des déménageurs
Phase 6 – Communication et accompagnement
Phase 7 – Exécution du déménagement
Phase 8 – Clôture
Phase 9 - Traitement des Archives (transverse)
Phase 10 - Assistance à la commande de mobilier neuf (transverse)

1.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3.1 du CCAP.

1.6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.2 du CCAP.

1.6.3 Modalités d'accès / Consignes

Le titulaire doit fournir à l'acheteur dans le délai de **8 jours** à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

1.6.3.1. Moyens d'accès

Le responsable de site fournit si besoin au titulaire les clés et codes d'accès ou tout autre moyen permettant l'accès aux locaux concernés par le marché. Le service bénéficiaire détermine seul le nombre de clés, de cartes ou de codes d'accès ou tout autre moyen nécessaire à la bonne exécution des prestations et au respect des mesures de sécurité. Chaque local doit impérativement être refermé à clé immédiatement après l'exécution de la prestation, sous la responsabilité du titulaire sur le site, sauf prescriptions contraires du service bénéficiaire.

En cas de perte, de vol ou de détérioration de ces moyens d'accès le titulaire avise aussitôt le responsable de site. Les exemplaires manquants ou détériorés sont remplacés par l'administration aux frais du titulaire.

En fin de marché, le titulaire est tenu de remettre à l'administration les clés, badges ou tout autre moyen d'ouverture qui lui ont été confiés.

1.6.3.2. Mesures de sûreté

Le personnel du titulaire peut faire l'objet une enquête administrative de sécurité conformément à l'article L.114-1 du code de la sécurité intérieure. Le titulaire informe ses agents qu'ils sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative.

Pour la réalisation de l'enquête, le titulaire du marché transmet les pièces mentionnées dans cet article **dès la notification du marché** et au plus tard **avant le début des prestations**. En cas de remplacement de personnel, ces mêmes éléments doivent être transmis au service bénéficiaire *a minima* 48h avant l'intervention :

- Copie de la pièce d'identité en couleur et reco/verso (CNI, Passeport ou titre de séjour),
- Attestation employeur indiquant que son agent est dûment informé qu'il fait l'objet d'une enquête administrative dans le cadre de ses fonctions pour les sites de la Préfecture de La Réunion,
- Le tableau fourni par le service bénéficiaire, dûment complété.

Le titulaire doit informer le responsable de site de toute évolution dans les effectifs affectés à la prestation. Dans ce cadre, il lui appartient de procéder à la récupération des badges prévus à l'article 1.6.3.1 du présent CCAP, des agents n'intervenant plus dans la réalisation de la prestation et de les remettre aux responsables de site. Le non-respect de ces prescriptions donne lieu à la mise en œuvre des pénalités prévues à l'article 4.3 du présent CCAP.

Le personnel du titulaire affecté à ce marché reçoit une information particulière sur les mesures de sûreté en vigueur à respecter sur chaque site.

1.7 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3.3 du présent §CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1.7.3 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.7.3. du CCAP.

1.8 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1.9 CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

1.9.1.1. Clauses sociales

Sans objet.

1.9.1.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le titulaire doit dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effets de serre, en particulier le CO₂, par exemple en formant son personnel à l'écoconduite.

Pour la partie communication/échange de données, il est attendu du titulaire pour les échanges version papier :

- D'avoir recourt à des impressions en noir et blanc
- D'optimiser la mise en page des documents transmis
- D'utiliser du papier recyclé
- D'utiliser une police d'écriture light

Pour les échanges en version numérique, il est demandé au titulaire de :

- Limiter la taille des pièces jointes voire les interdire en mettant en place un système d'échanges par liens.

Pour la partie mobilité, il est demandé au titulaire de :

- De recourir à des modes de déplacements peu carbonés
- De recourir aux réunions à distance lorsque cela est possible afin d'éviter tout déplacement.

1.10 ORDRES DE SERVICE

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi et ses annexes.
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)

Sans objet.

3.2 CONTENU DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.3 MODALITÉ DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un **prix global forfaitaire**.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera **trimestrielle**. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3.3.1 Modalités de transmission des demandes de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant:

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3.3.2 Délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.4 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles suivants :

3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.4.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : **ING : Ingénierie**

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;

- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

3.4.3 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

En application des articles R. 2191-27 à R. 2191-29 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3.4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.5 PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4.1 DÉLAI D'EXÉCUTION

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2 PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités journalières des parties techniques sont fixées dans le tableau ci-après :

Partie technique	Pénalité journalière
Phase 1 – Cadrage et gouvernance	50 euros
Phase 2 – Recensement des besoins	50 euros
Phase 3 – Diagnostic des sites	50 euros
Phase 4 – Plan de déménagement	50 euros
Phase 5 – Assistance à la consultation des déménageurs	50 euros
Phase 6 – Communication et accompagnement	50 euros
Phase 7 – Exécution du déménagement	100 euros
Phase 8 – Clôture	50 euros
Phase 9 - Traitement des Archives (transverse)	50 euros
Phase 10 - Assistance à la commande de mobilier neuf (transverse)	50 euros

4.3 PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION

4.3.1 Pénalité pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4.3.2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4.3.3 Pénalités pour perte des badges et des clés

En cas de non-respect des obligations des obligations prévues à l'article 1.6.3.2 du CCAP, une pénalité de 200 € HT par clé et par badge est appliquée en cas de perte.

4.3.4 Pénalités pour retard dans la restitution des badges et des clés

En cas de non-respect des obligations des obligations prévues à l'article 1.6.3.2 du CCAP, une pénalité de 50 € HT par jour ouvré de retard dans la restitution de chaque badge d'accès ou clés est appliquée à partir de la date de la réclamation par le service bénéficiaire.

4.4 PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

5.2 AVANCES

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du marché est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à **30 %**.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.3.2 du CCAP compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. CONDITION D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 MODALITÉS PARTICULIÈRES DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

Les documents provisoires seront remis par le prestataire à l'équipe projet au format numérique (dont une version modifiable) 15 jours avant chaque réunion.

Les documents définitifs seront remis comme suit :

- au format numérique (PDF) pour chaque membre du STB et au format modifiable (doc, odt, xls, ods, ppt, odp, ...) pour le maître d'ouvrage (la DEAL) ;

Le prestataire prévoira des présentations intermédiaires pour le groupe projet.

Pour le comité de pilotage, les supports de présentation PPT sont envoyés à l'équipe projet 15 jours avant les réunions prévues, afin d'envoyer les documents de séance dans les délais habituels de 10 jours précédant les réunions.

7.2 MISE À DISPOSITION DE MATÉRIELS PAR L'ACHETEUR

Sans objet.

7.3 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8.1 ADMISSION

Aucune stipulation particulière.

8.1.1 Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis à l'acheteur, conformément au CCTP paragraphe 5.3 (formats électronique et formats papier).

8.1.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : **1 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8.1.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.1.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4.2 du CCAP.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.1.5 Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.2 GARANTIE DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

9.1 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.5 du présent CCAP.

9.2 RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Voir cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1.7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8.1.2	déroge à l'article	28.2 du CCAG
CCAP 8.1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8.1.4	déroge à l'article	29.2.1 3 ^e alinéa du CCAG
CCAP 8.2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCAP 9.2	déroge à l'article	39.2 du CCAG